

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Le Parti démocrate-chrétien (PDC) manque de clientèle. Il est vrai que l'étiquette «chrétien» vous a un petit côté ringard du plus mauvais effet et prive de toute évidence ce mouvement politique d'électeurs qui, tout en partageant ses «valeurs», ne sont pas chrétiens et ne veulent surtout pas qu'on les prenne pour tels.

Dans ces conditions, comment donc se faire rassembleur des électeurs de tous les bords et de tous les milieux? Parbleu! Il suffit de changer de nom et, éventuellement – rien n'est encore décidé –, de fusionner avec un autre parti également exsangue. Le Parti bourgeois démocratique (PBD) est un allié tout trouvé, qui n'a jamais vraiment décollé après sa création consécutive à la trahison d'Eveline Widmer.

A la suite, sans doute, de nombreuses réflexions et consultations, les dirigeants du PDC ont décidé que, sous réserve de l'approbation de ses membres, le nouveau parti s'appellerait Le Centre. On reste confondu devant pareille originalité, et ceci d'autant plus que le parti rénové compte se fonder sur les «valeurs» de Liberté, de Solidarité et de Responsabilité. Il est vrai que ça ne mange pas de pain et que ça peut attirer quelques électeurs précédemment rebutés par la servitude, l'égoïsme et l'irresponsabilité que proposait ce bon vieux PDC.

C'est la mode en démocratie parlementaire: quand un parti est en perte de vitesse, il change de nom et/ou propose une fusion. C'est ce qui a permis la naissance du Parti libéral radical, qui allie les défauts des deux défunts partis dont il est issu, sans que la vie politique suisse en soit sensiblement modifiée, d'ailleurs.

Qu'est-ce qui pourrait attirer durablement les citoyens vers un parti dont le nom même indique qu'il cherchera toujours des solutions consensuelles, qu'il ménagera la chèvre et le chou, qu'il n'osera jamais se préoccuper des véritables préoccupations d'une population qui voudrait bien que, de temps en temps, on cesse de lui parler de Liberté, de Solidarité et de Responsabilité pour s'occuper de ses bêtes besoins quotidiens, tels que l'excès de bruit dans les quartiers «multiculturels», la saleté dans les rues, les motards assourdissants et les cyclistes envahissants?

Pour attirer des électeurs, quel que soit le nom qu'on porte par ailleurs, il faut inspirer confiance et espoir. En ce qui concerne Le Centre, on ne voit rien venir.

D'ailleurs, le centre politique est déjà occupé dans notre chère Helvétie: n'avons-nous pas l'Union démocratique du centre?

Mariette Paschoud

Vous souvenez-vous de Procope?

Peu après les débuts du *Pamphlet* apparut dans nos colonnes la signature de Procope. Durant une dizaine d'années, jusqu'à ce que certaines obligations le contraignent, en 1983, à ranger sa plume – on n'aimait déjà pas beaucoup, dans certains milieux, les têtes qui dépassent –, ce Genevois talentueux régala les lecteurs de notre «feuille de chou d'extrême-droite» de sa *Lettre de Genève*, dans laquelle il décrivait les *émerveillements* que lui procuraient les événements marquants de la vie genevoise. Et Dieu sait qu'il ne manquait pas de matière: entre les excès des manifestations gauchistes mollement réprimés par la police et la justice, les exploits des politiciens socialistes – et parfois des autres –, ceux des journalistes engagés, ceux des chrétiens et pasteurs pro-immigrés – on ne parlait pas encore de «migrants» –, les «embellissement» plus ou moins monstrueux imposés à la ville de Genève par un maire à l'ego surdimensionné, les attaques contre l'armée, les débats sur le service civil et j'en passe, il y avait du grain à moudre.

Spécialiste du second degré, feignant de se réjouir de ce qui le désolait, d'applaudir à ce qui l'exaspérait et de tancer les grincheux réactionnaires et membres du parti *Vigilance*, avec qui il sympathisait, Procope écrivait avec aisance et s'appuyait sur un riche vocabulaire dû en partie à sa formation classique et à sa connaissance du grec et du latin. On en jugera par ce passage ironique consacré en mai 1982 (n° 115) aux *redoutables pédagogues en chambre* qui concoctaient l'avenir de l'école sous les ordres du conseiller d'Etat socialiste André Chavanne, en qui l'auteur ne voyait qu'un *tribun à bretelles*:

Dans ce septième cercle des lumières, point d'abstracteurs de quintessence, de coupeurs de cheveux en quatre, de cuistres bien intentionnés, de pédants éloquents, de farouches casuistes, de ratiocineurs bafouillants, de sourcilleux linguistes, de suspicieux autodidactes, d'idéologues atrabilaires, de psychologues postillonnants, de rhéteurs incontinents, de sophistes ergotants, d'ergoteurs égrotants, ou de rêveurs éthyliques: rien que des sages à la tête bien faite et aux viscères odorants .

Chantons ici leurs louanges et couronnons de myrte et de laurier leurs fronts austères et dégarnis.

Procope aimait glisser, et fort discrètement, de la prose subtile au vers alexandrin, avant de revenir sur la pointe des pieds au style habituel qu'il maniait si bien. Il n'y avait pas de rimes, mais le changement de rythme était bien perceptible.

Parmi ses têtes de Turcs, on ne s'étonnera pas de trouver le journaliste Claude Torracinta, dont il détestait l'arrogance et la mauvaise foi et qu'il exécutait dans le *Pamphlet* n° 95 de mai 1980:

Ile bénie entre toutes, la Corse nous avait déjà gratifiés de Napoléon I^{er} et de Tino Rossi: c'était beaucoup. C'était même trop aux yeux de certains. Sans partager une opinion aussi catégorique, nous n'étions pas loin d'estimer, cependant, que cela pouvait suffire, merci! C'était oublier la générosité d'une terre petite mais illustre, et généralement incapable de conserver égoïstement pour son usage personnel les plus dévoués de ses enfants. Dès lors, ce qui devait fatalement arriver, arriva: après l'Acte de Médiation et Marinella, ce fut Temps Présent et Torracinta.

Ayant relu Procope pour mieux vous parler de lui, je constate que rien n'a changé depuis 1983: ni les hommes ni les problèmes ni les méthodes. L'hypocrisie, la démagogie et, hélas, la bêtise règnent toujours sur la vie politique, associative, culturelle, religieuse et scolaire de nos contrées. J'en ressentirais presque du soulagement – la stabilité est un facteur de sécurité – si ce n'était aussi déprimant.

«Notre» Procope, à sa façon, fut un peu pour nos lecteurs le Saint-Simon du canton et de la ville de Genève de l'époque. A la veille de l'été, il a rejoint dans l'au-delà un illustre homonyme, qui, au VI^e siècle, révéla, dans son *Histoire secrète de Justinien*, les côtés peu réjouissants de personnages haut placés et très considérés.

Nous adressons à sa famille notre vive sympathie et l'assurance que nous garderons de lui, de son talent et de sa verve un souvenir lumineux.

M.P.

2020, la cité de la peur

La plupart des situations de crise voient émerger des figures emblématiques. Ce printemps, lorsque le coronavirus est apparu en Suisse, c'est notamment l'imperturbable docteur Daniel Koch, chef de la division «maladies transmissibles» de l'Office fédéral de la santé publique, qui s'est imposé dans les médias aux côtés du conseiller fédéral Alain Berset. Le docteur Koch s'est attiré l'admiration, mais aussi les foudres de nombreuses personnes. Les anxieux paniqués lui ont reproché de ne pas avoir bâillonné et enfermé tout le monde à domicile, comme dans les meilleurs films catastrophe. Quant à ceux de nos concitoyens qui voient que notre société est devenue folle à force d'avoir peur de vivre, mais qui ne parviennent pas à discipliner leur caractère sanguin dans un effort de réflexion ordonnée, ils ont accusé et accusent encore aujourd'hui le docteur Koch d'être responsable de tous nos maux.

Il faut distinguer correctement les choses. A la mi-mars, il s'agissait d'une situation d'urgence avec l'arrivée d'un virus inconnu qui faisait croître subitement le nombre d'hospitalisations, voire de décès. Dans un tel contexte, il est normal que l'autorité prenne rapidement des mesures fortes, qui se révéleront peut-être excessives par la suite, mais qui sont justifiées par la prudence. Durant la période de semi-confinement que nous avons traversée, le docteur Koch, dans ses paroles et dans son attitude, a toujours manifesté de la retenue dans le choix des mesures de contrainte, ainsi qu'un souhait apparemment sincère d'un rapide retour à la vie normale.

C'est après son départ que les choses se sont gâtées. Nous nous sommes alors retrouvés face à une administration qui n'avait à nouveau plus de visage, plus de nom, et qui n'avait plus à gérer une situation ponctuelle de crise, mais seulement le quotidien durablement craintif d'une société percluse d'angoisses. Ce constat n'est pas nouveau; depuis des années, nous vivons entourés de ceintures de sécurité, d'airbags, de barrières de protection, de limitations de notre vitesse et de nos mouvements, d'assurances, de psychologues, de messages de prévention effrayants et d'avertissements sur les risques de notre vie. Pour notre bien, toujours pour notre bien... Le coronavirus n'a fait qu'augmenter la peur de ceux qui avaient déjà peur, et les masques et la distanciation sociale ne sont que de nouveaux outils dans cette course au «risque zéro». D'une part, l'administration, instinctive-

ment soucieuse de contrôler les faits et gestes des individus, saisit avidement l'occasion d'imposer un cadre plus contraignant à la population. D'autre part, une partie de la population elle-même réclame davantage de contrôle social. Il n'y a là aucun complot, juste un phénomène de dégénérescence de notre société.

Notre situation aujourd'hui est nettement plus désagréable que celle du printemps. Nous n'entendons plus la voix du docteur Koch, ou celle d'Alain Berset, évoquer l'espoir d'un retour à la normale *aussi rapidement que possible*. Nous entendons une nuée d'experts et de technocrates impersonnels nous expliquer que nous allons devoir «vivre avec ça», que nous devons accepter une «nouvelle normalité». On ne nous parle plus de précautions ponctuelles et provisoires, mais d'un nouveau mode de vie auquel on nous prie de nous habituer durablement. Les rares horizons temporels évoqués sont de l'ordre d'une ou plusieurs années – et encore, à condition que la population se fasse massivement vacciner, autre fantasme des autorités sanitaires. Autour de nous, la plupart des gens acceptent cette fatalité – parce que c'est pour leur bien. Nous découvrons nos concitoyens docilement alignés-masqués dans les transports publics, et ils nous font penser à ces films où, sous l'effet d'un virus, des villes entières se peuplent soudain de mutants au regard fixe et creux, et où le héros fend une foule apathique en cherchant sur chaque visage une étincelle d'humanité et de complicité qui trahirait un allié non contaminé.

Face à ce «monde meilleur» aseptisé et dirigiste, certains se révoltent bruyamment et maladroitement. D'autres préfèrent se chercher discrètement des alliés parmi la foule, afin de recréer avec eux de toutes petites parcelles de vie libre et normale, à contre-courant et à contretemps du monde, où l'on puisse continuer à se serrer la main comme autrefois.

Pollux

Votations fédérales

Les cinq objets proposés à notre sagacité le 27 septembre prochain semblent n'avoir aucun lien entre eux. Mais les recommandations du Conseil fédéral et du Parlement nous permettent de comprendre la philosophie de l'establishment et sa vision du citoyen modèle.

Le confort contre la liberté

Les autorités et tous les partis, sauf l'Union démocratique du centre (UDC), se sont dressés avec une belle unanimité contre l'initiative *pour une immigration modérée*, dont l'adoption serait de nature, il est vrai, à remettre en cause l'*Accord sur la libre circulation* et à indisposer les barons de l'Union européenne.

Pour les adversaires de cette initiative, la Suisse est constituée non pas de libres citoyens, mais de consommateurs, et de salariés dépendant de près ou de loin de la prospérité des industries d'exportation. En cas d'acceptation de l'initiative, des négociations devraient être engagées avec l'UE pour éviter que la «clause guillotine» ne rende caducs six autres traités de moindre importance, mais le Conseil fédéral ne croit pas au succès de ces négociations. «Il n'est pas réaliste de penser que de telles négociations puissent aboutir», dit-il.

En partant perdant, on perd inévitablement.

Le pessimisme des autorités est peut-être justifié. Nous sommes peut-être déjà un satellite de l'Union européenne et nous n'avons peut-être plus le droit de discuter ses ukases. Le véritable pouvoir n'est plus exercé à Berne par des députés librement élus par de libres citoyens, mais à Bruxelles par un aréopage de commissaires élus par personne.

Etienne de la Boétie, l'ami de Montaigne, a écrit: «Il y a en l'homme une préférence pour la servitude volontaire, parce que la servitude est confortable et qu'elle rend irresponsable.»

La fascination du loup

On se demande les motivations de ceux qui ont introduit le loup en Suisse et pourquoi ces ennemis du fédéralisme ont fait courir le bruit que cet animal avait franchi spontanément les frontières, comme n'importe quel requérant d'asile.

La nouvelle loi sur la chasse, soumise au vote à la suite d'un référendum, ne traite pas que du loup, mais cet animal mythique en est l'acteur principal. La gauche et les Verts se dressent contre une loi dite «d'abattage» parce que les cantons pourront autoriser des tirs «de régulation», notamment du loup, avant même qu'il ait mangé le troupeau de moutons et le petit Chaperon rouge au dessert.

L'épanouissement par le travail

Le citoyen modèle qui se dessine dans le *Message* visant la troisième votation est une citoyenne, mais surtout une femme libre et active qui se réalise dans une activité professionnelle exigeante, plus de deux jours par semaine.

Obligée de confier ses enfants à un tiers contre paiement (par exemple une maman de jour ou une crèche), elle ne peut, pour l'instant, déduire de son revenu imposable pour l'impôt fédéral direct qu'un montant annuel de Fr. 10'100.- (deux jours de garde) alors qu'une déduction autorisée de Fr. 25'000.- lui permettrait de «sous-traiter» la garde (et l'éducation) de ses enfants toute la semaine.

Curieusement, seule la gauche (et bien sûr les Verts) s'oppose à ce projet, alors qu'elle milite pour l'émancipation de la femme et lutte contre son aliénation dans les humbles tâches éducatives et ménagères.

Payé pour être papa?

J'ai déjà exposé sur mon blog¹ pourquoi cet objet était une parfaite illustration du proverbe «Du cuir d'autrui faisons large courroie!» Il convient de rappeler, en outre, que le congé accordé aux mères est destiné, durant les quatorze semaines qui suivent l'accouchement, à leur permettre de s'occuper de leur bébé à temps plein et de se remettre des fatigues de la grossesse.

Un bébé ne distingue pas, dans les premières semaines de son existence, l'identité de celui ou celle qui prend soin de lui. Seul lui importe qu'on s'occupe de lui: père, mère, grand-parent, nounou ou louve nourricière, qu'importe.

S'il pouvait être utile qu'un père noue une relation directe et particulière avec son enfant, et organise avec lui une activité d'une ou deux semaines, ce ne serait dans tous les cas pas dans les six premiers mois de l'enfant, mais plutôt lorsque sa fille aura dix ans ou son fils quinze ans.

Jusque-là, il y a les soirées, les week-ends, les vacances, pendant lesquels papa peut s'exercer à changer les couches, à donner le biberon, à bercer bébé et à lui raconter une histoire.

Qu'en est-il de notre neutralité ?

J'ai déjà dénoncé à plusieurs reprises la servilité avec laquelle le Conseil fédéral applique les sanctions économiques, politiques et personnelles décrétées par l'ONU à l'égard d'Etats ou de particuliers qui ne nous ont causé aucun tort, en justifiant ces entorses grossières à notre neutralité par la loi fédérale sur l'application de sanctions internationales (loi sur les embargos)².

J'ai approuvé l'arrêté fédéral relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat par, je l'avoue, *réflexe pavlovien* d'ancien capitaine dans l'infanterie, les des comparaisons imbéciles de la gauche sur le nombre d'hôpitaux qu'on pourrait ériger avec le budget prévu pour ces avions et confiant dans l'avis de nos experts, qui disent que notre aviation peut apporter un appui de feu nécessaire à l'infanterie en cas de combat terrestre.

Mais l'hypothèse de Slobodan Despot dans le n° 249 de l'excellente *Antipresse* me plonge dans la perplexité: se pourrait-il, comme le soutient Despot, que l'achat d'avions de combat soit «une rançon versée pour la sécurité helvétique dans le cadre du racket de l'OTAN»?...

L'auteur poursuit: *Si le gouvernement et les partis se souciaient de la Constitution, la votation du 27 septembre ne concernerait pas un point technique, mais un point de principe: êtes-vous pour ou contre notre intégration à l'OTAN? Il n'y aurait pas de mal à opérer un choix, somme toute, naturel vu les relations économiques et la position géographique du pays. C'est l'hypocrisie de la fausse «neutralité» qui brouille tout. Tant que cette question n'est pas posée, la discussion sur les moyens à engager sera une diversion et une tromperie (...).*

On ne saurait lui donner tort!

Claude Paschoud

¹ www.claude-paschoud.ch repris comme bonus dans le *Pamphlet* le 26.6.2019.

² RS 946.231.

La valse des chiffres

Il est intéressant de penser que l'invention des chiffres et des mathématiques, dont l'objectif a toujours été de simplifier et de clarifier, a donné aux hommes et aux femmes politiques le plus merveilleux outil de désinformation: la statistique.

Tout récemment, on a compté d'abord les hospitalisations et les morts, puis, lorsque les hôpitaux se sont vidés, on a cessé d'en parler et on a compté les malades, puis les positifs aux anticorps; le tout largement illustré de graphiques terrifiants et de courbes exponentielles, pour bien nous faire comprendre que l'apocalypse, c'est pour demain et qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de quoi que ce soit d'autre.

Les statistiques et les courbes exponentielles de l'endettement public, celle plongeante du niveau scolaire, celles du chômage et de la corruption n'ont pas la moindre importance.

S'en occuperait-on, d'ailleurs, que l'on pourrait parfaitement les maquiller pour les faire paraître inoffensives. L'échelle que l'on va utiliser permettra de faire changer l'aspect du graphique du tout au tout. Les couleurs également jouent un rôle essentiel dans l'impact qu'aura une image. Rappelez-vous les cartes de la météo rouge sang pour illustrer à quel point le réchauffement climatique était démontré, alors que les mêmes cartes en vert, quelques années auparavant, nous indiquaient simplement que nous allions avoir un bel été et que les plages seraient pleines.

Méfions-nous comme de la peste des politiciens qui brandissent des graphiques: leurs arguments ne sont probablement pas assez solides pour se soutenir par eux-mêmes.

Michel Paschoud

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Depuis que sévissent le coronavirus et la panique soigneusement entretenue qui accompagne ce dernier, chacun, politiciens en tête, est appelé à se réinventer.» Dites: «Depuis que sévissent le coronavirus et la panique soigneusement entretenue qui accompagne ce dernier, chacun, politiciens en tête, est appelé à s'adapter.»

Il tombe sous le sens qu'on ne peut pas réinventer ce qu'on n'a pas inventé soi-même. Tout au plus peut-on faire son autocritique et tenter de se corriger ou de s'améliorer, attitude au demeurant peu répandue dans le monde politique.

D'ailleurs, comment les gens qui veillent sur le bonheur et la santé des populations depuis l'apparition de la peste covidienne pourraient-ils se réinventer sans dégâts, alors qu'ils sont si excellents?

Nous voulons que le grand chef de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus, le président Macron et le conseiller fédéral Berset restent tels que Dieu les a créés!

Le pinailleur

Dictature de l'arbitraire

L'ogre des Ardennes, Michel Fourniret, tueur en série d'une douzaine de jeunes filles, mériterait à coup sûr la peine de mort. Mais celle-ci est désormais proscrite par «souci humanitaire»... L'aberration de cette position paraît évidente à toute personne de bon sens. Mais, dans la pratique, il n'en est rien.

En revanche, le meurtre d'embryons est devenu une pratique légalement admise par une opinion publique largement majoritaire.

Autrement dit: on affirme hautement son respect de la vie même quand il s'agit d'assassins notoires et particulièrement cruels, lâches et odieux et, simultanément, son mépris de la vie des embryons humains, dont l'innocence est pourtant une évidence! Ceci n'est rien d'autre qu'un droit à l'arbitraire érigé en norme sociale. La démocratie moderne est censée combattre l'arbitraire, mais elle l'applique sans vergogne sur un point essentiel: le droit à la vie pour tout être innocent de crimes graves.

Quand reconnaîtra-t-on enfin que, sans références morales objectives et universelles et sans vérités transcendantes, l'homme sombre peu à peu dans la barbarie? Ce genre de question est aujourd'hui proscrit, d'où cette conclusion incontournable: la démocratie moderne est une tyrannie, mais il est pratiquement interdit de le faire savoir...

Pauvre monde qui ne se scandalise pas d'un tel mensonge!

Michel de Preux

Disqualification

Qui dit autoritarisme dit contestation.

Il n'est donc pas étonnant que dans nos Etats occidentaux, habituellement si respectueux des libertés citoyennes, républicaines et démocratiques, des voix s'élèvent contre les mesures sages, réfléchies, cohérentes et mesurées, mais autoritaires, prises ces derniers mois par les autorités politiques contre le fléau coronarien, sur la base des avis éclairés quoique contradictoires de divers collègues d'«experts»: il est difficile en effet de faire comprendre à certains citoyens particulièrement rétifs et égocentriques qu'il convient, dans des cas donnés, de renoncer aux mauvaises habitudes démocratiques pour se soumettre à une discipline de crise.

Or donc, des hordes de manifestants «anti-masques», «anti-vaccins», «anti-traçage», «anti-pharmas», «anti-Bill Gates» et «anti-OMS» se répandent dans les rues des villes de nos pays, pour protester contre les prétendus abus de pouvoir commis par les autorités sous la prétendue influence de *lobbies* avides de gros sous.

Pareille ingratitude laisserait sans voix s'il n'était urgent de dénoncer de façon bien sentie les membres de ce mouvement populaire. On ne peut pas, en effet, réduire ce dernier à une nouvelle nuisance de l'extrême-droite, puisqu'on y trouve des écolos anti-vaccins et

des adversaires du grand capital, mais il pourrait, hélas, détourner de leur devoir de citoyens solidaires des individus particulièrement influençables.

Quel adjectif utiliser pour stigmatiser et déconsidérer comme il convient ces gens qui, somme toute, nient la virulence, voire la dangerosité, du Covid-19 et mettent en danger la survie de la Planète? Faut-il les qualifier de «coronasceptiques»? Trop modéré. Peut-on les traiter de «négateurs» peut-être? Trop neutre, pas assez idéologique.

Je ne sais pas ce qu'il en est des télévisions francophones, mais je puis vous assurer que, si d'aventure une manifestation «anti-covid» est évoquée au *Telediario* de la première chaîne espagnole, le présentateur annonce une *manifestación de negacionistas del coronavirus*.

Tout est dit!

M.P.

Le massacre d'Oradour-sur-Glane

La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat.

Hannah Arendt: *la Crise de la Culture*

Clamer les vérités interdites avant l'heure et en position de minorité extrême ne fait que renforcer le mensonge en place en lui offrant des «adversaires» pittoresques et solitaires à combattre. Les chercheurs qui tiennent à leur carrière évitent, simplement, de toucher aux sujets minés. On ne peut entièrement leur donner tort. Le fait de contester les mensonges admis, fussent-ils grossiers, vous met au ban de la société et, du même coup, cela prive cette même société de toute votre contribution intellectuelle, artistique ou simplement humaine qui pourrait par ailleurs lui être précieuse. Les contestataires, les éternels dissidents sont en règle générale des personnes de caractère, indépendantes et curieuses qui enrichissent objectivement le monde. Mais par leurs prises de position, ils s'en excluent souvent eux-mêmes.

Slobodan Despot: *Les yeux grands fermés (Antipresse du 13.9.2020)*

Dans la nuit du 20 au 21 août, un graffiti a été gribouillé sur le centre de la mémoire d'Oradour-sur-Glane, le fameux «village martyr» dans lequel, le 10 juin 1944, a péri toute la population du village, hommes, femmes et enfants, prétendument massacrés par les soldats de la division allemande *Das Reich*, selon la version officielle encore défendue aujourd'hui.

Le ou les graffeurs ont écrit après «Village martyr»: «Menteur A quand la vérité? Reynouard a raison.»

Mais qui est ce Reynouard qui aurait raison contre la thèse officielle? Vincent Reynouard est un ancien professeur d'un lycée de Honfleur, qui s'est fait connaître en 1997 en publiant un gros ouvrage de 448 pages intitulé: *Le massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène*. Les rédacteurs du site Wikipédia qui ont rédigé la notice biographique de Reynouard insistent sur ses opinions nationales-socialistes et ses multiples condamnations pour négationnisme, sans aborder la question de fond: si l'on fait abstraction des *motifs* qui ont pu inciter un auteur à soutenir telle ou telle thèse, **que vaut la thèse?** Sur la question d'Oradour, a-t-il raison ou tort?

Les recherches de Reynouard l'ont conduit à découvrir, après plusieurs autres auteurs (Dr Marcel Iffrig, Otto Weidinger, Herbert Taege, Pierre Moreau, Andreas Hillgruber) que les causes de la tragédie de 1944 sont toujours enveloppées d'un épais brouillard.

Selon Reynouard et son équipe de chercheurs, l'hypothèse la plus probable est la suivante: Oradour-sur-Glane n'était pas, en 1944, qu'un petit village tranquille, mais également la base arrière d'un réseau de la Résistance, qui avait entreposé dans le clocher de l'église des munitions et des explosifs. Le 10 juin 1944, les Allemands étaient à la recherche d'un officier disparu: Helmut Kämpfe, que les enquêteurs estimaient victime d'un possible enlèvement par des résistants d'Oradour. Une compagnie de la division *Das Reich* se rendit donc à Oradour pour tenter de découvrir le PC de la Résistance et leur camarade disparu.

Les femmes et les enfants furent conduits à l'église, pour leur protection, et les hommes parqués dans six granges et garages par petits groupes. Pendant ce temps, les Waffen SS fouillaient les maisons, ce qui leur permit de découvrir des dépôts d'armes et de munitions, mais pas leur camarade Kämpfe.

Vers seize heures, une forte déflagration se produisit, audible dans tout le village. Supposant qu'ils étaient attaqués par les maquis des environs, les Allemands mitraillèrent les hommes dont ils avaient la garde. Cette déflagration avait été provoquée par l'explosion (accidentelle? provoquée? par qui?), dans l'église, de munitions (de fabrication américaine) et de bombes au phosphore entreposées dans le clocher, qui anéantit la totalité des femmes et enfants qui s'y étaient réfugiés, sauf une: Mme Marguerite Rouffanche, dont les témoignages varièrent beaucoup au fil du temps.

Cette explication du drame, et de ses nombreuses victimes, disculpait les Allemands du crime d'avoir volontairement mitraillé les occupants de l'église, puis d'y avoir mis le feu.

L'enquête de Reynouard allait à l'encontre de la doxa officielle et on tenta d'interdire la diffusion de ses recherches. On l'accusa de tout, mais on refusa toujours de l'affronter sur le terrain des faits et des preuves.

Peut-être l'action impertinente des graffeurs du 20 août permettra-t-elle de mettre sur pied un véritable débat de fond entre historiens sur ce qui s'est réellement passé à Oradour en 1944. En entendant les clameurs d'indignation de toute la classe politique, de l'extrême-gauche à la droite nationale, les imprécations outrancières, les formules ampoulées du genre «crachat sur la mémoire de nos martyrs... salissure abjecte... actes infâmes... actes odieux», j'ai peu d'espoir.

Comme le massacre des officiers de Katyn, qui fut imputé aux nazis, jusqu'à sa reconnaissance en 1990 par les Soviétiques, la mort des femmes et des enfants d'Oradour en 1944

sera encore imputée longtemps à la volonté des Waffen SS par les commentateurs opposés à toute forme de révision.

C.P.

Pas de panique, on subventionne

On a coutume de dire que la vie n'a pas de prix. C'est ce qu'on va voir. Les efforts démesurés pour faire barrage à l'épidémie de la grippe 2020 nous laissent avec une économie fortement touchée et une inévitable augmentation de la dette publique des pays de la zone euro, dont certains n'avaient vraiment pas besoin.

Si je me souviens bien, le traité de Rome avait fixé les règles du jeu, à savoir pas plus de 3% de déficit et pas plus de 60% d'endettement par rapport au PIB. Fin 2019, une bonne partie des membres les plus importants de la zone euro dépassaient très largement ces ratios. La France comme l'Espagne frisaient les 100% d'endettement, le Portugal et l'Italie les dépassaient largement et la Grèce crevait les plafonds avec un taux de 177%¹. Compte tenu de la contraction économique attendue et des milliards de subventions qui ont été promis pour stimuler la relance, il ne fait aucun doute que ces chiffres vont s'aggraver.

Car n'oublions pas que, depuis la création de la Banque centrale européenne (BCE), ni l'Union européenne ni les Etats membres n'ont le pouvoir de créer de l'argent. Ils vont donc devoir l'emprunter sur le marché et creuser la dette publique. Compte tenu du fait que les gouvernements, poussés par leurs ambitions électoralistes, ne semblent enclins ni à réduire leurs dépenses ni à favoriser la création de richesses par l'économie, on se perd en conjectures sur la manière de sortir de ce borborygme.

Premier scénario: l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas et les petits pays du Nord, lassés de voir la désinvolture avec laquelle les mauvais élèves du Sud gaspillent les ressources communes, se retirent de la partie, provoquant la fin de l'Union européenne et le retour aux monnaies nationales. Grâce à leur autonomie monétaire retrouvée, les pays les plus endettés dévaluent, devenant ainsi plus compétitifs et attirant les capitaux extérieurs.

Deuxième scénario: les pays de la zone euro, avec la complicité de la BCE, inondent d'euros le marché des capitaux, provoquant une inflation soutenue qui réduira par sa seule existence l'endettement des Etats. Cette stratégie étant celle qui a été mise en place ces dernières années sans grand succès, il est probable qu'elle puisse être écartée.

Troisième scénario: Monsieur Jean-Jacques Martin, citoyen lambda de l'Union européenne, se fait la réflexion, au moment de payer son pain, que «c'est quand même extraordinaire que ma boulangère accepte de prendre ce bout de papier en échange de cette bonne baguette croustillante!» Poussant la réflexion un peu plus loin, il se demande ce qui fait que ce bout de papier vaut autant, et comprenant que ce qui lui donne de la valeur c'est la confiance que chacun y met et la garantie de l'Etat, il décide d'investir toutes ses

économies dans une monnaie plus sûre comme le baht thaïlandais. Il partage sur Facebook, fait le buzz, et provoque la fin de l'euro.

Vous pouvez nous faire profiter de vos propres scénarios sur la page Facebook du *Pamphlet*: <https://www.facebook.com/wwwpamphletch>.

Mi.P.

¹ Source: <https://fr.tradingeconomics.com/country-list/government-debt-to-gdp?continent=europe>.

Pression

La Chine viole depuis toujours ce qu'il est convenu d'appeler les droits de l'homme. Je crois même qu'on peut affirmer qu'elle ne sait pas ce que c'est, bien qu'elle ait été, en pleine guerre civile chinoise, un des pays fondateurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, avant de devenir, le 1^{er} octobre 1949, la République populaire de Chine, sous la férule, peu respectueuse des fameux droits, de Mao Tse-Tung. Depuis lors, sur le plan de l'organisation politique, les choses n'ont guère changé.

Or donc, la Chine viole sans cesse ce qu'il est convenu d'appeler les droits de l'homme, encourageant la désapprobation de la «communauté internationale» et de divers mouvements à buts vertueux, regroupés sous l'appellation très vague d'organisations non gouvernementales (ONG).

Jusqu'ici, les protestations des Etats consistaient à tancer courtoisement les autorités chinoises à l'occasion de la visite officielle à Pékin de quelque ministre ou président occidental venu signer un ou deux contrats. Quant aux ONG, elles organisaient, très occasionnellement d'ailleurs, des manifestations sans risques. Chacun retournait ensuite à ses affaires la conscience tranquille, pendant qu'au pays du sourire on continuait comme devant.

Mais tout cela va changer du fait des événements de Hong Kong. Trop, c'est trop! Il convient de mettre au pas le géant asiatique. C'est du moins l'avis de «plus de 300 ONG de près de 70 pays, dont certaines sont suisses, [qui] demandent un mécanisme international indépendant sur les violations des droits de l'homme au Tibet, au Xinjiang et à Hong Kong»¹ – le Tibet et le Xinjiang, c'est pour faire joli; ça n'intéresse personne en ce moment.

Ça va chauffer! Tout d'abord, ces ONG – dont les organes de presse que j'ai consultés ne donnent pas les noms, mais j'ai peut-être mal cherché – s'adressent directement au seul organisme apte à faire trembler sur son trône M. Xi Jinping, président à vie de l'empire du Milieu: l'Organisation des Nations unies.

Les ONG ont donc écrit à M. Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, craint et respecté jusqu'aux confins de la terre, à Mme Michelle Bachelet, haut commissaire aux droits de l'homme tout aussi redouté, ainsi qu'aux Etats membres de l'organisation qui, comme nul ne l'ignore, protègent tous scrupuleusement les humains. Elles ont réclamé une intervention urgente, un émissaire onusien pour la Chine, une session spéciale du

Conseil des droits de l’homme. Elles se sont vraiment démenées, sans s’arrêter un instant aux dangers mortels auxquels les exposait leur audace.

De leur côté, une flopée d’«experts indépendants (!) de l’ONU» s’inquiètent de la menace que la nouvelle loi chinoise sur la sécurité nationale appliquée à Hong Kong par Pékin fait peser sur les libertés fondamentales. En juin déjà – il y a trois mois donc! –, ces spécialistes, parfaitement neutres évidemment, avaient appelé à des mesures pour protéger les libertés en Chine, avec le succès que l’on peut imaginer.

De fait, au mépris des traités, semble-t-il, les autorités de Pékin veulent mettre au pas une île trop ouverte sur un Occident de plus en plus hostile; une île qui, c’est la mode, pourrait être tentée par le séparatisme; d’où une «loi sécuritaire» qui «punit les activités séparatistes et “terroristes”, la subversion ou les “ingérences” étrangères».

Etant donné la façon dont les droits de l’homme sont respectés dans le monde, y compris, et surtout en ce moment, dans nos angéliques démocraties, j’éprouve quelque difficulté à m’indigner que la Chine ait, il y a deux mois, envoyé sur les roses «plusieurs dizaines de pays, dont la Suisse, [qui] avaient appelé au Conseil des droits de l’homme la Chine et les autorités de la région autonome à ne pas appliquer cette législation controversée». Les Chinois avaient reproché à ces Etats de s’ingérer dans ses affaires intérieures. Quel culot!

J’attends avec impatience le succès de la courageuse action des ONG du monde entier, des as de l’expertise indépendante, des ridicules pantins onusiens et des grotesques Etats mêle-tout.

Gageons qu’il se fera attendre.

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/la-pression-des-ong-se-resserre-sur-la-chine-329383074473>.

Fâcheux copinage

(Bonus mis en ligne le 15 juillet 2020)

On espérait être débarrassé définitivement de Mme Manon Schick, ex-directrice d’Amnesty International Suisse et accessoirement rédactrice invitée de **24 heures**, à qui elle confiait des billets larmoyants de compassion pour toutes les plus mauvaises causes.

Fol espoir!

J’ai déjà épinglé la dame naguère en relevant la pauvreté de ses arguments et ses men-songes éhontés¹.

La dame a trouvé un employeur disposé à profiter de sa vaste incompétence: la Direction générale de l’enfance et de la jeunesse du canton de Vaud. C’est sa camarade de parti Cesla Amarelle qui a estimé opportun de mettre à la tête de l’ancien Service de protection de la jeunesse (SPJ) une dame sans emploi qui n’a jamais eu d’enfants. Parions qu’elle

saura déployer tout le zèle nécessaire pour l'accueil des enfants de djihadistes retour de Syrie et des orphelins venus de Hong-Kong.

Quant aux enfants d'ici, arrachés brutalement à leurs parents par des dénonciations calomnieuses, ou aux enfants réellement victimes d'abus dans leurs familles d'accueil, ils auront du souci à se faire avec, à la tête du service censé les protéger, une infatigable dénonciatrice des entraves à la liberté d'expression dans les pays lointains, mais muette au sujet des violations, en Suisse, de la liberté d'expression garantie par l'art. 16 de la Constitution.

C.P.

<http://www.claude-paschoud.ch/blog/?p=343>.

¹ <http://www.claude-paschoud.ch/blog/>: *Les élucubrations de Manon*, 19 janvier 2016; *Les nouvelles élucubrations...*, 1^{er} mars 2016; *Manon a encore tout faux*, 15 mars 2016.

Bricole

KGB: une belle brochette de bras cassés

Pour se débarrasser de l'avocat Alexeï Navalny, alors qu'il était en Russie, les as du KGB n'ont pas envisagé de l'écraser par mégarde sous un camion, de le pousser malencontreusement sous les roues du métro ou de le faire tomber dans une piscine. Non, ces bâtards l'ont *empoisonné*, en Russie, avec un poison qu'on ne trouve qu'en Russie, le Novitchok!

Après quoi, ils ont gentiment livré l'opposant à l'Allemagne, pour que celle-ci puisse découvrir le poison, sa composition et donc son origine.

Soyons sérieux!

Une telle accumulation d'indices pointés sur M. Poutine fait penser à une opération de provocation, au demeurant mal pensée et mal exécutée!

C.P.

Le Pamphlet

Case postale 998

1001 Lausanne

Courriel: courrier@pamphlet.ch

ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ISSN 1013-5057